

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté de Foresterie et de Géomatique
Département des Sciences du Bois et de la Forêt

Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

«La responsabilité du producteur forestier par le droit de propriété: une analyse du discours de Léonard Otis»

par le
Professeur Gilles Lemieux

novembre 1988

Publication n° 9

<http://forestgeomat.for.ulaval.ca/brf>

édité par le
Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

UNIVERSITÉ LAVAL
Département des Sciences du Bois et de la Forêt
Québec G1K 7P4
QUÉBEC
Canada

novembre1988

édité par

Le Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

Département des Sciences du Bois et de la Forêt

Faculté de Foresterie et de Géomatique

Université Laval

Québec G1 K 7P4

QUÉBEC

Canada

publication n° 9

courriel: gilles.lemieux@sbf.ulaval.ca

FAX 418-656-5262

tel. 418-656-2131 poste 2837

La responsabilisation du producteur forestier par le droit de propriété; Une étude analytique du discours de Léonard Otis.

par

Gilles Lemieux¹ et Alban R. Lapointe²

INTRODUCTION

En octobre 1986, nous avons l'occasion d'exprimer nos idées sur la situation forestière au Québec dans le contexte d'un colloque tenu à l'Université de Dijon en France, portant sur "L'Homme et la Forêt"³. Le présent travail porte sur la divergence des idées que nous avons exposées à Dijon mais surtout sur la convergence des deux discours, celui de **Léonard Otis** et le nôtre.

Ce que **Léonard Otis** apporte de plus important à la question forestière, est avant tout l'expérience de toute une vie qui fait le lien entre les années de la guerre et celles de la dépression économique que nous vivons depuis quelques années. Ce qui caractérise l'époque concernée est avant tout l'omniprésence de l'Etat, et des grandes sociétés forestières. En opposition à ces grandes institutions, se profile le dénuement de plus en plus accentué des populations locales jusqu'au début des années 70 alors que les plus démunies ont été contraintes à un exil intérieur "doré" mais sans avenir.

A l'heure où l'Etat est à refaire sa législation forestière, il est bon de

¹ Département des sciences forestières, Université Laval, Québec, G1 K 7P4, Canada

² Service des Traitements Sylvicoles, Ministère de l'Énergie et des Ressources, 50, rue Saint-Jean, Québec, G1 R 1 N5, Canada

³ Lemieux, Gilles (1986) "La cellule familiale et la propriété forestière: le patrimoine du présent et de l'avenir" Université Laval, département des Sciences Forestières, 14 pages

TEXTE

Une région comme la nôtre nécessite absolument que le développement soit adapté à ses besoins et corresponde à la volonté de la population.

Je ne suis pas disposé à condamner l'inertie de la population dans plusieurs domaines, puisqu'il n'y a presque jamais de programmes permettant de nous impliquer véritablement. Il est évident que les gens s'impliquent lorsque les choses leur semblent acceptables. C'est particulièrement le cas lorsqu'on perçoit un lendemain à une initiative, non pas une solution temporaire qui ramène toujours à la même situation. Je suis tellement convaincu de la nécessité de l'implication que je ne puis m'empêcher d'en parler et de poser des gestes dans cette optique.

Je suis né à Saint-Moïse, comté Matapédia mais mes parents ont déménagé à Saint-Damase, alors que je n'avais que trois semaines. Mon père était cultivateur et j'étais le troisième de la famille. J'ai pris la relève sur la ferme familiale.

J'ai toujours aimé la forêt mais au début c'est l'agriculture qui importait pour nous permettre de vivre. A l'époque où je me suis établi sur la ferme, la forêt était un endroit où il était possible de se faire un petit capital. A l'époque, nous allions en forêt travailler pour les compagnies forestières, ce que nous appelions des "run de chantier" dans le but de s'acheter soit une ferme, un commerce etc...

Très jeune, je me suis impliqué dans la formule des chantiers coopératifs, en formant un chantier à Saint-Damase même. Ce sont les gens de Saint-Damase qui ont investi l'argent qu'il fallait pour l'équipement qui nous permettait de prendre des contrats sur la Côte Nord, avec la Québec North Shore. Ceci nous a donné des années formidables à l'époque.

voulaient pas quitter de bon coeur. Ils étaient placés devant des situations invivables. C'est ainsi que l'on s'est penché sur la forêt comme milieu de vie et de travail pour permettre à ces gens de vivre décemment tout en gardant les paroisses ouvertes.

Lorsque nous parlions d'aménager la forêt à l'époque du BAEQ, plusieurs nous regardaient avec un sourire en coin. Plusieurs pensaient que la forêt était inépuisable. Aujourd'hui en 1987, moins de 25 ans plus tard, on parle de rupture de stock à cause de la surexploitation. Les colons du temps voyaient venir la chose. **Il y avait sûrement des idées à retenir de ces gens du milieu.**

Le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) a été mis en place à partir d'organismes régionaux, en particulier du Conseil d'Orientation Economique du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie qui avait déjà fait certaines études. Ce Conseil en était venu à la conclusion qu'il fallait faire des études en profondeur sur le développement régional en allant chercher des spécialistes pour trouver des solutions durables. C'est par la mise sur pied du BAEQ que tous ces spécialistes ont été engagés dans la question de la planification et du développement du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Beaucoup de ces jeunes spécialistes, de bonne volonté et bien-pensant, ne voyaient pas du tout la question comme les gens du milieu. Très souvent, il y avait des accrochages et quelques fois même assez rudes. Ceux qui étaient en place comme des Guy Coulombe, Jean-Claude Lebel, etc... avaient d'excellentes connaissances et beaucoup de bonne volonté, mais ne collaient pas à la réalité des gens du milieu. Bien que les frictions furent fréquentes et pénibles, nous sommes demeurés de bons amis.

pas toujours des gestes d'administrateurs car ils sont plutôt portés à poser des gestes politiques en vue de leur réélection".

l'Union Catholique des Cultivateurs

Cette réalité est malheureuse, mais ne date pas d'aujourd'hui. Depuis près de 40 ans je fais du syndicalisme et je travaille au développement de mon coin de pays. Nous avons eu de gros dossiers à mener et débattre, comme la cartonnerie de Cabano (Témiscouata), la papeterie de Matane, l'aménagement forestier etc... Dans tous les cas, c'est à force de pressions que nous avons obtenu des résultats. **Ce n'est que lorsque la question est politiquement rentable que les politiciens agissent.** Voilà une situation que je ne peux comprendre et à chaque fois, je me pose la question si ces hommes politiques sont au pouvoir pour subir des pressions, ou je ne sais trop pourquoi.

A titre d'exemple, prenons la papeterie de Matane qui est un besoin fondamental pour la région et les producteurs de bois. **L'aménagement forestier que nous pratiquons actuellement n'est même pas digne de ce nom.** Nous n'avons pas de marché pour notre bois et surtout, nous n'avons pas de prix, c'est tout simplement de l'assistance sociale déguisée. Ne serait-ce pas là l'effet des pressions des grandes compagnies forestières qui ne veulent pas laisser arriver de nouveaux concurrents? Le lobbying est tellement fort que nos politiciens sont tout-à-fait impuissants à agir. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas de faits spectaculaires qui leur démontreront que leur réélection est en péril, les politiciens n'agissent pas. Je connais l'état des usines de pâtes et papiers au Canada, elles sont vieilles et vont bientôt cesser d'être concurrentielles sur le marché international, nous n'aurons presque plus d'usines rentables bientôt. Pour un grand nombre de ces usines, c'est la valeur du dollar américain sur le marché international qui les maintient à l'intérieur d'une certaine rentabilité. Les politi-

sons-nous pour nous impliquer directement dans la transformation. C'est ainsi que l'industrie parlera la langue que nous voulons.

Lors des évènements de Cabano qui ont mené à la cartonnerie actuelle, les batailles ont été particulièrement rudes. Il s'agissait à l'époque de se défaire d'une compagnie qui s'était vu attribuer une grande réserve forestière dans le but de construire une usine. Au lendemain d'une élection, cette même compagnie se dégageait de sa promesse. C'est ainsi que nous nous sommes rendus rencontrer la population de Cabano qui se sentait très impliquée dans le projet. Le bois de la réserve forestière obtenu de l'Etat, allait prendre la place de celui acheté aux cultivateurs de la région.

En travaillant sur ma ferme, j'ai pu faire un bon travail tout en augmentant mon avoir. J'ai aimé l'agriculture, je l'ai pratiquée avec coeur. En plus de vivre convenablement je me suis monté une ferme qui appartient maintenant à l'aînée de mes filles et à mon gendre, et j'en suis très fier de même que toute la famille.

Si on faisait l'équivalent en forêt, il serait possible alors de s'y faire un revenu tout comme en agriculture. Toutefois, il est entendu qu'il est impossible de vivre d'une forêt si tous les arbres sont du même âge et doivent être abattus la même année. Il faut que les arbres soient de tous les âges, permettant un prélèvement continu, assurant ainsi un revenu annuel.

Je crois tellement à cette formule que je me suis acheté -365 ha de forêt avec lesquels je vis facilement. Tous les gestes que je pose sur ma forêt maintiennent ou augmentent le patrimoine pour moi et mes descendants. C'est la formule qui garantit un approvisionnement sûr aux usines de transformation. Comme ma vie dépend de la forêt il me faut prévoir une production annuelle avec comme but constant d'augmenter ma

que ce sont les grandes compagnies qui sont les administrateurs du pays par leurs pressions et non pas les hommes qu'on a élus.

Dans le cas de la papeterie de Matane, nous sommes d'avis qu'il faut poser des gestes; la situation a assez duré. Il nous faut une signature définitive. Il nous faut exposer le projet de financement à la compagnie d'outre-mer, pour qu'à son tour elle se prononce. Il va falloir que la région se mobilise bientôt, même si cela ne nous plaît pas beaucoup. Il va falloir faire comprendre aux politiciens que leur réélection est en jeu.

La papeterie de Matane est essentielle pour nous, si non, nous allons demeurer des fournisseurs de main-d'oeuvre et de matière première pour le monde extérieur. **C'est ainsi que l'on vide la région de ses hommes et de sa matière première.**

C'est ainsi qu'on fabrique des générations de chômeurs démoralisés et la création de ghettos de pauvres gens dans les villes. Il va falloir s'impliquer bientôt, même sur le plan financier. Le temps est venu pour nous de prendre en main nos affaires dans la région. Si on a de l'argent à donner à Loto Québec, on devrait en avoir pour s'acheter du travail pour nous et nos enfants. **Le développement de la région ne dépend que de nous. C'est la condition fondamentale de pouvoir vivre dignement dans notre pays.**

Léonard Otis; l'homme.

Sous tous les angles, il représente ce qu'est la paysannerie québécoise issue directement de son terroir. Il est attaché à toutes les valeurs fondamentales de la société rurale et paysanne. Au contraire de ce que plusieurs pourraient penser, il fut ouvert sur le monde extérieur dès son jeune âge alors que travailler au loin ne lui fait pas peur. Il fait également

à bon compte. Les urbains envoient bien leurs ordures à la campagne, pourvu que l'inverse ne se produise pas! Cette confrontation souvent très rude comme le souligne **Léonard Otis, est** le présage de la dégradation forestière que nous subissons actuellement. Comme l'indiquent certains économistes, la forêt est devenue un secteur mou de l'économie et ceci dans presque tous les pays du monde. Ce paradoxe difficile à expliquer réside dans le fait qu'en même temps nous assistons à une exploitation effrénée de la ressource.

L'ensemble du discours de **Léonard Otis** représente bien toute la philosophie paysanne. Elle ressort d'autant plus que nous assistons ici directement à la confrontation pacifique que mène chaque paysan chaque jour. **A chaque moment de sa vie, un paysan doit composer non seulement avec la nature mais également avec ses amis-compétiteurs, sans blesser qui que ce soit et en tirer un bénéfice à court, moyen et long terme pour lui et les siens.** Ici **Léonard Otis** traduit cette façon d'être personnelle à chaque paysan en un discours collectif. Il utilise l'approche hybride du syndicalisme, lui-même d'origine industrielle et revendicateur, et du système coopératif. C'est en fait un discours d'un admirable équilibre, mais qui se prête mal à la fosse aux lions qu'est le monde de la concurrence internationale. Par ses attaques feutrées sur la politique et les politiciens ainsi que sur la grande industrie forestière, **Léonard Otis** montre bien qu'il est tout-à-fait conscient de la situation et des forces qu'il représente.

À l'érosion des forces locales, **Léonard Otis** porte une attention spéciale et toute particulière au tourisme, mais sous quelle forme? Il créera, dans son village, une base de plein-air où ceux qui sont déjà partis peuvent revenir pour fraterniser avec la famille et les anciens. Il perçoit très bien l'importance vitale de la cohésion sociale bien au-delà des contingences quotidiennes que la consommation à tout prix impose. Même dans le "tourisme", il voit un moyen de se concerter vers des buts collectifs précis. Encore ici, c'est par la **revendication pour la collectivité** qu'il réussira à obtenir des fonds. Il est et demeuré le "quêteur" officiel pour les gens du milieu, comme il les appellent. Il utilise les armes et moyens à sa disposition, en particulier auprès des

l'innovation, au mode de tenure agricole, au sous-financement, au gel des prix de la matière première sans marché international ouvert, au fait que les producteurs forestiers étaient régis par des lois agricoles, etc... Il s'abstient de dénoncer les bases mêmes du système forestier québécois.

Comment **Léonard Otis** aurait-il pu s'impliquer dans le milieu autrement que par le discours qu'il tient depuis près de 40 ans? Devant l'approche "collectiviste" qu'il soutient et l'attitude monolithique de l'Etat en tant que grand propriétaire du bien national. où est donc la place de l'homme responsable de lui-même et des siens? Où est donc la place qu'occupe l'éducation technique et l'instruction humaniste? Dans son approche syndicaliste, coopératiste et, de ce fait, hautement socialisante, **Léonard Otis** répond directement à l'Etat sur son propre terrain et ainsi n'utilise qu'une très faible partie du pouvoir que lui confèrent les gens du milieu. Il n'amorce que très légèrement le débat technique. Il ne touche pas à la question économique si ce n'est en réclamant de meilleurs prix et en demandant aux gens du milieu de mettre des sous dans la transformation, en particulier dans les pâtes et papiers. **Léonard Otis** pèse de tout son poids sur le discours social là où les gens du milieu et les politiciens le comprennent le mieux. Ceci a été et est au profit de l'industrie de transformation à capitaux d'origine étrangère, au bénéfice du marché d'exportation ne laissant rien au niveau de production primaire, si ce n'est que la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

Une analyse et critique et comparative des principaux thèmes.

Nous essaierons, dans les lignes qui suivent, de comparer les valeurs que **Léonard Otis** attribue aux différents thèmes qu'il traite dans son discours par rapport aux observations et critiques que nous faisons (Lemieux, 1986¹) et par rapport aux réalités actuelles et surtout des nouvelles politiques forestières qui émergent. Les thèmes que nous traiterons sont: la propriété forestière, le poids de la politique et des politiciens, la notion de patrimoine et son aménagement par rapport aux

immense domaine forestier? La première préoccupation de l'Etat est, semble-t-il avant tout, de voir à la régénération en coopération étroite avec les grandes compagnies forestières dont le but essentiel est de transformer la ressource en fonction des marchés d'exportation. Voilà le premier et le plus grand paradoxe: comment peut-on confier à des sociétés dont le but fondamental est de répondre à une demande elle-même tributaire de marchés incontrôlés et incontrôlables de par leur nature même, soumis aux caprices de la confrontation quotidienne de la valeur des monnaies? D'ores et déjà nous savons que l'Etat québécois a choisi de maintenir son patrimoine forestier dans le domaine public, là où les rendements sont les plus faibles et le gaspillage le plus élevé.

Quant à nous (Lemieux, 1986¹), nous proposons d'associer à l'Etat tous les facteurs garants de réussite et de maintien du capital à long terme dont le premier et le plus fondamental de tous est l'homme. Il doit être **libre, responsable** de sa vie et de celle de sa communauté, **instruit des techniques** pertinentes et nouvelles, **capable de mettre sur ses épaules les risques**.

Nous répétons notre proposition de 1984 (Lemieux 1984⁴) à savoir que **la partie la plus productive de la forêt québécoise située entre le 45^e et le 50^e parallèle soit remise dans les mains de producteurs québécois, mais sur une base familiale ou dans le cadre d'une cellule familiale stable et bien identifiée**. De toutes les hypothèses que nous avons examinées, c'est la seule qui assure une industrie viable à long terme bien nantie en ressource et dont la qualité est optimale. Il nous semble que notre proposition est compatible avec les propos de **Léonard Otis**, cohérente avec la réalité biologique et économique et en équilibre avec tous les facteurs sociaux. Nous regarderons plus loin les problèmes fiscaux à tous les niveaux y compris successoraux.

Toutefois, une telle vision des choses suppose de profondes

⁴ Lemieux, Gilles (1984) "Les affres de l'abondance", Université Laval, département des Sciences Forestières, Mémoire présenté au Comité Consultatif sur la Forêt Privée, 15 février 1984, 27 pages.

la taille de la ressource et de l'industrie imposent de par leur seules présences. Dans nos conditions, la mobilité des capitaux et la fluctuation des taux de change laissent aux sociétés, la marge de manoeuvre la plus importante. Ce sont les positions des gouvernements qui sont les plus inconfortables, mais toujours pour des temps limités.

C'est l'ensemble de ces considérations qui nous pousse à proposer la remise aux producteurs de larges domaines forestiers, redistribuant ainsi le pouvoir des mains des politiciens vers celles des producteurs, propriétaires et responsables. Ainsi les nouveaux sylviculteurs seraient-ils capables de mener un dialogue franc et rude avec de grandes sociétés rompues au commerce extérieur mais jouant très souvent un rôle passablement passif à l'intérieur de grands conglomérats.

La notion de patrimoine et d'aménagement par rapport aux nouvelles technologies.

Pour des raisons autres mais voisines de celles de de Montgolfier et Bertier (1980)⁵, **Léonard Otis**, dans l'ensemble de son discours, met l'emphase sur la forêt-patrimoine mais sans jamais utiliser le terme. C'est sous le couvert de la nécessité de laisser à ses descendants un héritage en "santé", où non seulement le "capital" aura été préservé, mais également où les intérêts véritables auront augmentés, mais non de façon fictive.

En mettant en lumière la succession familiale et l'aménagement, il indique de ce fait, là où le bât blesse aujourd'hui: une fiscalité dévorante et un aménagement forestier inexistant à toute fin pratique. Il souligne que le monde industriel, dans lequel nous sommes, utilise l'inertie d'un système biologique complexe comme celui de la forêt en tant que "capital de risque" ou encore pour payer les "comptes d'épicerie" tout en se disant que le "p'tit Jésus" viendra refaire tout ça dans la période post-industrielle qui s'en vient. Il est difficile de croire que nous en sommes à de telles aberrations, mais devant l'évidence des faits

⁵ de Montgolfier. J & Bertier. P.(1980) "Tentatives pour poser le problème forestier en terme de patrimoine". Revue e Forestière Française, numéro spécial pp.115-125.

sa culture' et de ses origines quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise! Toutefois, des travaux récents nous donnent à penser que la forêt est entièrement régie par des mécanismes biologiques extrêmement complexes, à la fois robustes et délicats. Le dépérissement forestier qui nous afflige commence à nous le montrer d'une façon douloureuse. Alors que tous les éléments chimiques sont présents, la forêt dépérit à vue d'œil.

Dans son plaidoyer pour l'équilibre économique et biologique de sa région forestière, **Léonard Otis** nous enjoint tous de regarder la situation qui se dégrade et doit en conséquence. Sans rejeter l'innovation, les nouvelles technologies et l'ouverture sur le monde, il suggère fortement d'améliorer notre situation à partir des valeurs fondamentales de l'Homme et de son Milieu. Il refuse de brader ces valeurs pour quelques illusions de liberté factice.

L'importance de la question sur l'économie nationale

Par le traitement que nous infligeons à sa région, pour le bon motif par le biais de la politique et des lois, **Léonard Otis** tente de nous démontrer l'importance économique du secteur forestier, mais sans utiliser de chiffres ronflants. De tous les secteurs économiques, la forêt est de loin le plus productif, même s'il fait partie des secteurs "mous" de l'économie. En dehors de l'extrême sud du Québec, la structure industrielle de base, porte uniquement sur la forêt et la transformation de sa production. C'est ainsi que malgré leur grande visibilité, les industries du fer et des métaux non ferreux viennent loin derrière l'Industrie forestière. Bien que conscient de cet état de fait, **Léonard Otis** n'utilise pas cet argument, mais plutôt celui de la nécessité de meilleurs prix pour les producteurs. Voilà un argument typiquement agricole, qui a une bonne valeur auprès des consommateurs, mais qui n'en a aucune auprès de l'industrie de transformation de produits industriels. La concurrence internationale, la volatilité des marchés et la taille des capitaux nécessaires à la transformation, rendent l'industrie totalement sourde à l'argument du meilleurs prix à la matière première.

